

**ADVANCED GCE UNIT**

**2655**

**FRENCH**

Listening, Reading and Writing 2

**SPECIAL SHEET**

**FRIDAY 19 JANUARY 2007**

Afternoon  
Time: 2 hours 45 minutes



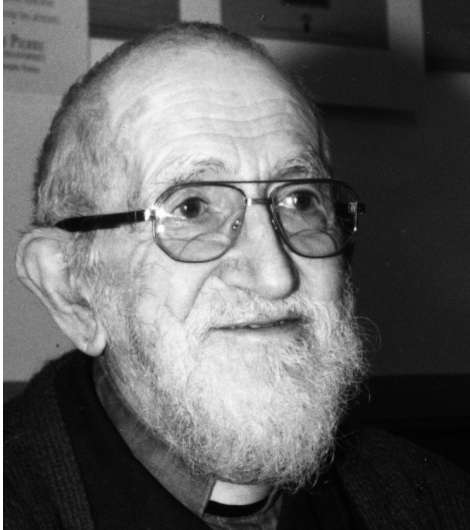
**INFORMATION FOR CANDIDATES**

This Special Sheet is for use with Section B and Section C.

This document consists of **4** printed pages.

## Text for use with Section B: Reading Comprehension Tâches 3–9

## L'abbé Pierre et plus de 50 ans de combat



© Fondation Abbé Pierre

(1) Si l'abbé Pierre est devenu l'une des personnalités préférées des Français, ce n'est pas par hasard. Plus de cinquante ans après son appel de l'hiver 54, la question du mal logement reste plus que jamais d'actualité.

(2) «Mes amis! Au secours! Une femme vient de mourir gelée cette nuit». Nous sommes le 1<sup>er</sup> février 1954, au cœur de l'hiver le plus froid du siècle. Au journal de 13 heures, l'abbé Pierre lance son appel des studios de Radio Luxembourg. Ce prêtre de 41 ans exhorte la population comme les pouvoirs publics à devenir les maillons d'une immense chaîne de solidarité. La réponse ne tarde pas. Un élan humaniste gigantesque envers les sans-abri de France s'élève. L'abbé Pierre obtient des crédits pour commencer la construction de millions de logements à loyer modéré. Un hôtel est aussi mis à sa disposition ainsi que des milliers de couvertures. Un effort sans précédent qui sera poursuivi pendant vingt ans.

(3) À partir de 1956, 300 000 logements sont construits annuellement, mais cela est loin d'être suffisant : il en manque encore 4 millions en 1958. Les événements d'Algérie et le rapatriement des pieds-noirs vont exacerber le problème. Construire rapidement pour un coût minimum devient alors

une priorité pour le gouvernement. Aujourd'hui critiqués, ces grands ensembles représentaient, à l'époque, un progrès considérable. Mais ces nouveaux quartiers sont situés loin des centres-villes et de leurs aménagements.

(4) Jusqu'en 1970, la bonne santé du marché de l'emploi masquait les faiblesses des logements sociaux. En 1973 la crise du pétrole fait effondrer l'économie et l'inflation monte. De 450 000 en 1974, le nombre de chômeurs passe à 900 000 fin 1975 et à 1,65 million en 1981. Pour alléger les loyers en fonction du revenu des locataires, en 1977 une loi institue les prêts d'accèsion à la propriété (PAP) et l'aide personnalisée au logement (APL).

(5) Malgré ces mesures, en 1980 la baisse des constructions de logements sociaux et la hausse du chômage détériorent la situation. Les «nouveaux pauvres» font la Une des médias. L'abbé Pierre, oublié par le grand public et tout entier dévoué à ses Compagnons d'Emmaüs, une association caritative qu'il a fondée en 1949, repart au combat. En 1984 c'est à la télévision – non pas à la radio comme en 1954 – qu'il interpelle les hommes politiques et sa grande campagne contre la pauvreté marque l'échec d'une politique du logement social.

(6) Dans les années 2000, la restructuration des grands quartiers d'habitat social devient un impératif. Nouvelle tentative de rétablir un minimum de mixité sociale, la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) de décembre 2000 exige des communes de plus de 50 000 habitants qu'elles proposent au moins 20 % de logements sociaux. Mais celles-ci préfèrent payer des amendes plutôt que d'accueillir une population synonyme de problèmes à leurs yeux. Résultat, le mal logement reste toujours un enjeu social d'actualité et dimanche 1<sup>er</sup> février 2004, l'abbé Pierre, à l'âge de 92 ans, lance un nouveau manifesto contre la pauvreté. Ce texte est un «appel à agir» immédiatement et concrètement dans un pays qui compte encore cinq millions d'exclus, dont un million d'enfants. Le chômage est certes au centre des discussions relatives au logement, mais il n'est pas la seule cause de l'échec partiel des politiques du logement. Les systèmes de solidarité de plus en plus performants ne parviendront jamais à contrebalancer les inégalités, fruit d'une société de plus en plus individualiste.

© Marie Bernard, *Abbé Pierre le bilan de 50 ans de combat*, from Questions-Réponses.

**Text for use with Section C: Writing in French Tâche 10**

## **French MPs back longer working week**

French MPs have approved a bill allowing private-sector employees to work up to 48 hours a week. Critics say that it will destroy the 35-hour working week introduced by the previous Socialist government in the 1990s.

Supporters say the reform would save companies and the state some money, and allow workers to earn more. The labour relations minister insisted that the principle of the 35-hour week was not at risk. "We are not opposed to the 35-hour week," he said. "This text simply proposes new freedoms, so that those who want to work more can earn more."

More than 300,000 people demonstrated in towns across France to denounce the bill. A member of the Communist Party said it was "an illusion" to think that employees, particularly in small firms, would be free to choose how many hours they worked as the employer will always hold all the cards.

Opinion polls reveal that the French are not satisfied with the government and that they would like to keep the 35-hour week. One shows that 77% want to keep their working week at the current level. Another, however, shows that 52% of people working in offices and one in three manual workers would like to be able to work more.

The Socialists reduced the working week from 39 to 35 hours in order to lower unemployment. The idea was that companies would employ more workers to compensate, but France still has an unemployment rate of around 10%.

The President has criticised the 35-hour week because it slows down economic development and the creation of jobs. The 35-hour week has indeed created difficulties for smaller companies which haven't enough money to employ new staff. Employers feel that it makes France less competitive than its European neighbours, and making the rules more flexible will stimulate the economy and reduce unemployment.

Adapted from The Associated Press in Paris, *French MPs back longer work week*, 10 February 2005 © The Associated Press and Jon Henley, *Workers may lose France's 35-hour limit*, 1 February 2005 © Guardian Newspapers Limited 2005.

---

*Copyright Acknowledgements:*

Section B text © Marie Bernard, *Abbé Pierre le bilan de 50 ans de combat*, from Questions-Réponses, December 2004-January 2005.

Section B image © Fondation Abbé Pierre, [www.fondation-abbe-pierre.fr](http://www.fondation-abbe-pierre.fr)

Section C text Adapted from The Associated Press in Paris, *French MPs back longer work week*, The Guardian, 10 February 2005 © The Associated Press, [www.ap.org](http://www.ap.org). Reproduced by kind permission of The Associated Press.

Adapted from Jon Henley, *Workers may lose France's 35-hour limit*, The Guardian, 1 February 2005 © Guardian Newspapers Limited 2005, [www.guardian.co.uk](http://www.guardian.co.uk)

Permission to reproduce items where third-party owned material protected by copyright is included has been sought and cleared where possible. Every reasonable effort has been made by the publisher (OCR) to trace copyright holders, but if any items requiring clearance have unwittingly been included, the publisher will be pleased to make amends at the earliest possible opportunity.

OCR is part of the Cambridge Assessment Group. Cambridge Assessment is the brand name of University of Cambridge Local Examinations Syndicate (UCLES), which is itself a department of the University of Cambridge.